



Le programme d'allègement est préférable à de nouvelles dettes

L'essentiel en bref:

- De nombreux pays résolvent leurs problèmes financiers en s'endettant
- Le frein à l'endettement et le programme d'allègement 27 protègent la Suisse d'une spirale de l'endettement
- C'est une bénédiction, car des finances saines sont un avantage crucial pour la place économique: elles apportent sécurité et stabilité, surtout en période de turbulences

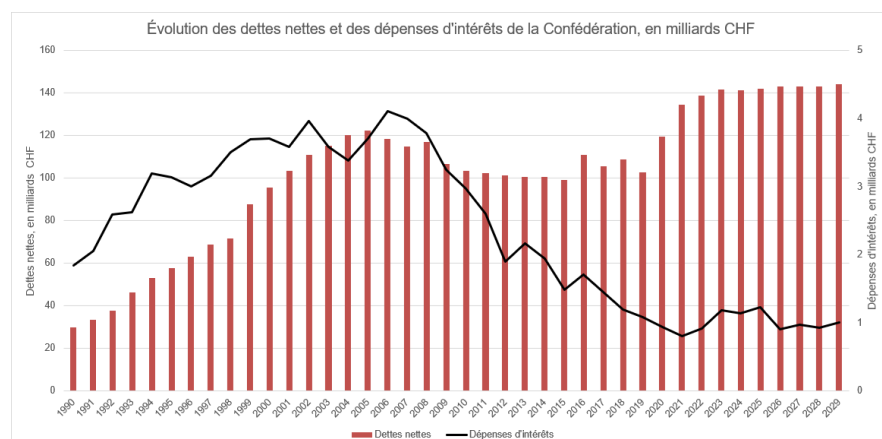
Comme quantité d'autres pays, la Suisse est confrontée à une envolée de ses dépenses, en raison principalement de l'évolution démographique et de la sécurité militaire. Contrairement à la France, à l'Allemagne, mais aussi aux États-Unis ou à l'Italie, la Suisse ne peut pas financer ses dépenses supplémentaires en contractant de nouvelles dettes. En effet, le frein à l'endettement exige que la Confédération ne dépense pas plus qu'elle n'encaisse. Le Conseil fédéral a donc élaboré un programme d'allègement budgétaire (PA27) qui devrait permettre de réduire les dépenses de près de 3 milliards de francs d'ici à 2028. Sur un budget total de 98 milliards de francs, cela représente un allègement de 3%.

Tout plaide en faveur d'une maîtrise de la dette

Bien que les dépenses s'alourdissent fortement depuis des années et poursuivent sur cette lancée, le programme d'allègement 2027 se heurte à une résistance politique. Les opposants se réfèrent souvent à d'autres pays, où des problèmes de

financement encore bien plus graves sont résolus apparemment sans difficulté en contractant de nouvelles dettes. Cette vision masque toutefois les risques inhérents à un tel comportement. Les problèmes ne sont pas éliminés par la dette, mais ils débutent avec elle. Les conséquences d'une augmentation rapide de la dette sont graves – pour l'État, sa population et les générations futures. Réduire les dépenses n'est certes pas très sexy du point de vue politique, mais c'est une bien meilleure option, et ce pour quatre raisons:

1. Plus la dette est élevée, plus les charges d'intérêts le sont aussi, surtout dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. Des pays comme la France ou les États-Unis consacrent déjà une part considérable de leurs recettes au seul paiement des intérêts de la dette. Ces ressources font défaut pour investir dans l'éducation, les infrastructures ou la sécurité, à moins de financer ces investissements par de nouvelles dettes. Grâce à la faiblesse de son endettement, la Suisse conserve la liberté de fixer elle-même ses priorités financières – ce qu'elle fait de manière efficace et souveraine avec le PA27.
2. Un État qui a des dettes élevées est vulnérable aux crises. Et la prochaine crise ne manquera pas d'arriver. Un État qui est déjà à court d'argent ne peut plus guère réagir à des événements imprévus – des pandémies, des crises énergétiques, des chocs géopolitiques, etc. En l'absence de réserves, il ne reste que deux options: contracter encore plus de dettes ou procéder à des coupes incisives. Dans les deux cas, la population souffre – ce qu'elle ne fera pas avec le PA27.
3. Un pays qui veille à mener ses affaires de manière durable reçoit la confiance, non seulement de sa population, mais aussi des investisseurs et des agences de notation. Cette confiance se traduit par des coûts de financement inférieurs, une monnaie forte, des prix stables et une évolution économique saine. Le frein à l'endettement est un signal fort, gage de fiabilité – et avec le PA27, il offre à la Suisse une marge de manœuvre financière que d'autres pays paient au prix fort.
4. Et, pour finir, les dettes actuelles sont les impôts de demain. Les prochaines générations paieraient le prix d'une politique d'endettement excessive. Elles doivent déjà financer les coûts massifs de la prévoyance vieillesse. Il serait irresponsable de leur transmettre, en plus, des montagnes de dettes. La discipline budgétaire et donc le PA27 ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de veiller à l'équité intergénérationnelle.



Les intérêts de la dette que la Confédération doit payer sont supportables à l'heure actuelle, car la Confédération est un bon débiteur et car elle obtient de bonnes conditions. Le faible niveau des taux d'intérêt n'y est pas non plus pour rien. Si les taux d'intérêt repartent à la hausse et/ou si la dette continue de croître, la charge d'intérêts s'alourdira aussi.

Le frein à l'endettement est une bénédiction

Le frein à l'endettement oblige la Suisse à fixer des priorités, qui seront mises en œuvre par le biais du PA27. Ce n'est pas agréable, mais c'est responsable. Le frein à l'endettement évite que la Suisse ne tombe dans la spirale de l'endettement qui menace de nombreux autres pays. Avec une politique financière viable, notre État est plus robuste, plus fiable et plus apte à affronter l'avenir. À une époque caractérisée par des défis de taille, c'est plus précieux que jamais. Les pays qui s'endettent fortement aujourd'hui devront également retrouver la maîtrise de leurs finances à plus ou moins long terme. Avec le frein à l'endettement et le PA27, la Suisse y parviendra de manière supportable.